

APPEL DES APPELS

Réunion publique du vendredi 12 mars 2010 à Bordeaux, IUT Michel de Montaigne.

Compte rendu : Marie-Claude Saliceti, Inform@ctions
avec l'aide de Patrick Geffard

Présentation – informations : Christian Cazeneuve

Christian Cazeneuve souhaite la bienvenue aux participants à la troisième réunion de l'Appel des appels organisée par la commission locale de Gironde.

L'Appel des appels est un mouvement qui rassemble des professionnels du soin, des travailleurs sociaux, de l'éducation, de la justice, de l'information, de la culture.

Il s'agit de résister à cette idéologie libérale de « l'homme économique » qui met à mal nos missions et les valeurs humaines qui les sous-tendent.

« L'homme économique » c'est également le titre d'un ouvrage de Christian Laval – que nous remercions pour sa présence ce soir – il est, avec Roland Gori et Barbara Cassin, coordinateur du livre *L'Appel des appels. Pour une insurrection des consciences*, paru en novembre 2009 (éditions Mille et une nuits, disponible en librairie). Ce livre est le produit d'une communauté de travail transdisciplinaire qui vise à opposer un refus à la logique gestionnaire dominante et à permettre au citoyen de retrouver le goût perdu de la parole, de rompre l'isolement. La dévalorisation de la parole sévit au nom d'un « pragmatisme » présenté comme naturel, mais ce n'est que le produit de cette idéologie.

Des professionnels de France Télécom ont rejoint ce soir ceux cités plus haut, bien placés qu'ils sont pour témoigner des effets déshumanisants des « réformes » en cours et du saccage du service public.

Informations :

- *Le 7 avril 2010 à Bordeaux est prévue une journée-débat sur le service public, dans le cadre d'une campagne d'information sur le service public, organisée par un comité départemental et des groupes locaux (Bègles, Talence...) avec la participation de [Jean-Marie Harribey](#) (conseil scientifique d'[ATTAC](#)) –probablement à l'Athénée municipal de Bordeaux. Thèmes abordés : quels champs sociaux sont concernés, à quels niveaux ? Dans quelle démocratie ?...*

- *Appels et pétitions :*

- [Pas de bébés à la consigne !](#) Pour améliorer et développer les modes d'accueil et la scolarisation des jeunes enfants.

- [100 000 voix pour la formation](#) pour maintenir et améliorer la formation professionnelle, disciplinaire et pédagogique des enseignants.

- [Charte de la résistance pédagogique](#) pour montrer notre attachement à un service public d'éducation de qualité pour tous.

- **Réunion publique du [comité local de Dordogne](#)**

Vendredi 26 mars à 21 h, salle Grassé, théâtre de l'Odyssée, Périgueux, avec [Michel Chauvière](#) et des professionnels du travail social, de la santé, de la culture et de l'éducation.

Contacter le comité local Appel des appels 33 : appeldesappels33@free.fr

Salariés de France Télécom-Orange
Intervenants : Isabelle Guillain, Benjamin Cordazzo
président de séance : Ch. Cazeneuve

Nous sommes plutôt Orange... nous travaillons sur les plateformes d'appel. Aujourd'hui on ne sait pas trop si c'est toujours la même entreprise que France Télécom...

En 1988, après La Poste, F.T s'est ouverte au marché, à la concurrence, puis a introduit son capital en bourse. La privatisation a commencé à ce moment-là. Il y a eu une baisse des lignes fixes et une explosion d'Internet dans les années 2000. FT a racheté Orange et la privatisation est intervenue en 2004.

C'est à partir de là que tout a commencé à aller très mal. À Orange sont apparus les valeurs chiffrées et les objectifs, notre travail a commencé à être jugé ; nous avons été amenés à nous mettre les uns contre les autres, à cesser de travailler ensemble, pour pouvoir rendre des chiffres à nos « managers »... C'est ainsi qu'a commencé à naître la souffrance des salariés : il fallait atteindre un rendement de 100, 125 % pour obtenir un peu de reconnaissance. L'individualisme s'est installé progressivement. Au début on s'est tous sentis coupables. Un travail syndical a été mené pendant des années, dénonçant ces conditions, mais il n'a pas été pris en compte. L'entreprise « communique » ! Aujourd'hui elle dit que ça va changer, qu'il y a un changement de direction, dans les faits on en est très loin...

Nous voulons faire sentir qu'Orange et FT, c'est un laboratoire pour l'État. Ça va arriver dans tous les corps de métier. On arrive à un stade alarmant, gravissime : vous avez entendu parler des suicides. On veut juste avertir : il faut absolument mettre un frein à tout ça ! Aujourd'hui les valeurs qui sont récompensées sont à l'inverse des valeurs humaines qui nous ont été transmises : la délation, voler, tricher... On est dans le déni, car dans le contexte actuel difficile, les gens ont peur, alors ils répondent à ces « valeurs »-là.

En permanence c'est la casse des CDI, casse du travail, casse de l'humain. C'est difficile pour tous les fonctionnaires qui ont connu le service public. Pour D. Lombard il faut vendre, vendre et faire du cash : on a demandé au personnel de devenir un service commercial, ils avaient le choix entre vendre ou partir... En quatre ans (2004-2008) 22000 personnes ont dû se reconvertir ou partir (plans retraite anticipée) ; 38 000, soit un quart, sont partis sans être remplacés. Il y a toujours plus de chiffre à faire. Pour répondre aux exigences, obtenir des primes, on doit voler le travail du collègue. Il ne faut pas faire abstraction de la logique financière, mais là on est dans un processus où l'humain n'est plus à la base du travail. Aujourd'hui il n'y a pas de réponse à la hauteur de ce qui s'est passé (les nombreux suicides) ; on ne se repère plus ; c'est également ce qui a été dit par *Technologia* qui a fait une expertise auprès de France Télécom : on ne se repère plus dans l'entreprise.

- C'est comme une rupture dans la transmission... (commentaire dans la salle).

Christian Laval

Sociologue à Paris Ouest Nanterre La Défense
travaille avec l'Institut de recherche de la FSU, participe à l'Appel des appels.
président de séance P. Geffard

- L'Appel des appels démarre fin 2008 : il y a plusieurs pétitions en cours :
 - Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans ;
 - Sauvons la recherche ;
 - Sauvons l'université ;
 - Sauvons les RASED ;
 - Sauvons la clinique ;
- Roland Gori et Stefan Chedri ont rédigé un texte qui a initié l'Appel des appels ;
- 1^{ère} réunion de coordination nationale en janvier 2009 à Paris ;
- une réunion de coordination nationale en mars 2009 à Montreuil ;
- création de comités locaux ;
- création d'un [site Internet de l'Appel des appels](#) ;
- parution en novembre 2009 de l'ouvrage collectif :
[L'Appel des appels. Pour une insurrection des consciences](#) (31 contributions).

Dernier ouvrage de Christian Laval, avec Isabelle Bruno et Pierre Clément : [La grande mutation. Néolibéralisme et éducation en Europe](#), éditions Syllepse, 2010.

L'audience de l'Appel des appels :

- dès janvier 2009, 80 000 signatures,
- forte mobilisation lors des journées nationales.

C'est une expérimentation :

- des comités s'inventent dans différentes villes, complètement indépendants, qui s'auto-organisent. Une sorte de réseau est en train de se constituer.
- Il existe une association nationale pour des raisons légales, en lien avec le livre
- Une des grandes inventions de l'Appel des appels : pouvoir réunir des personnes d'horizons professionnels, sociaux, idéologiques, différents ; des gens qui n'avaient pas l'occasion de se rencontrer et de travailler ensemble. Création d'un espace de discussion, d'un lieu d'élaboration collective autonome des différents problèmes qui traversent les professions.

Il s'agit de **rompre l'isolement créé par les stratégies managériales**. Ces stratégies sévissent aussi au niveau macro-social, en isolant les individus et en segmentant les champs professionnels. Nous voulons ne pas nous laisser emprisonner dans ces stratégies qui visent à ce qu'il n'y ait plus ni réflexion, ni pensée, ni luttes communes.

Si on veut briser la machine infernale qui s'est mise en route, on ne pourra pas le faire secteur par secteur, **c'est tous ensemble qu'il faut mettre en place la résistance**, et bien au-delà des sociétés historiquement constituées.

En mars 2009 la publication du livre a répondu à la nécessité de constituer des traces écrites de ce qui était en train de se passer ; mais aussi c'était un projet éducatif d'ensemble : il s'agissait de donner aux autres les moyens de comprendre ce qui se passait dans chacun des secteurs professionnels et de comprendre ce qui se passait dans son propre secteur. Surtout : **rendre évident**,

à travers cet ouvrage, que nous avons affaire à une logique générale.

Le contenu :

- Texte fondateur de l'Appel des appels,
- la charte
- l'histoire
- un certain nombre de personnes engagées dans le mouvement rendent compte de ce qui s'est passé dans chacun des secteurs
- une partie entière est consacrée à des analyses plus transversales, surplombantes, permettant de prendre du recul et de trouver des éléments de compréhension.

Nous pensons que nous ne pouvons pas nous satisfaire de slogans, de propos rapides : nous avons besoin d'un mouvement collectif de pensée ; il n'y aura pas de résistance efficace sans mise en commun d'une réflexion commune. La production de textes peut faire circuler la réflexion d'un lieu à l'autre, et créer aussi de l'ouverture : **l'ouvrage est, lui aussi, ouvert, il y manque des choses, c'est un point de départ.**

- Par exemple, nous n'avons demandé à aucun policier, aucun gendarme, de participer... nous avons encore des efforts à faire, il ne faut pas cloisonner les engagements que nous menons ;
- il manque encore le lien entre les réflexions, les luttes individuelles dans le secteur public et ce qui se passe dans le secteur privé.

Ce qui se passe à France-Télécom est un laboratoire de ce qui attend l'ensemble des services publics : le but, finalement, est toujours le même, la logique est toujours la même. France Télécom est l'exemple de ce qui était un service public, qui, par étapes, va se retrouver dans le secteur privé. Gauche (de gouvernement) et Droite y ont contribué, les uns et les autres, aidés par l'Europe qui veut privatiser l'ensemble des télécommunications dans l'Union.

Plus généralement c'est une logique du « capitalisme financier » : selon Michel Bon (ancien PDG de F.T.) il faut faire passer les télécommunications françaises d'une culture du service public à une machine à faire du cash dans le contexte d'une concurrence mondiale, un paysage compétitif ouvert à l'échelle internationale. **Tout le monde doit se plier à une sorte de norme suprême : la compétition de tous contre tous (État, sociétés, entreprises, et individus eux-mêmes).**

Que s'est-il passé pour en arriver là ?

C'est la logique historique du capitalisme.

Pendant longtemps la société s'est défendue, des institutions ont été mises en place pour maintenir le secteur marchand séparé des autres secteurs (notamment, on trouve un refuge affectif dans la famille).

Actuellement on constate une saturation de toutes les sphères de la société par la logique du marché.

Fin des années 70, années 80 : un certain nombre de politiques se sont lancées dans une course à la mondialisation, à la concurrence. **Les États ont incorporé cette logique de la concurrence** pour en faire un principe de fonctionnement de la société et de l'action publique elle-même. Ces États se sont fait les auxiliaires des entreprises, des oligopoles, ils ont voulu transformer la société de telle sorte que toutes les activités soient mises au service de cette compétition mondiale.

Les grands principes de politique se sont transformés, **la compétitivité est devenue le mot-clé**, à la fois pour la Gauche et la Droite de gouvernement, pas seulement en France, mais dans le monde entier. Le mot d'ordre est : ouvrir, pour tout transformer dans ce sens exclusif.

Dans l'Éducation nationale, au début des années 90, tout commence à se réorienter dans ce sens-là : l'argent qu'on y met doit avoir un rendement (quasi exclusivement pensé sur le mode économique).

L'éducation et la connaissance sont des atouts économiques essentiels dans la compétition internationale ; on doit pouvoir obliger tout le monde (écoles, directeurs, personnel...) à se conformer à cette exigence de rendement. Un discours s'organise qui travaille sur les représentations, modifie les symboles, la façon dont on peut penser l'action éducative selon le degré d'importance que l'on accorde à telle ou telle activité.

Il s'agit de faire des économies : les États doivent être soulagés d'un certain nombre de coûts, compte tenu des allègements d'impôts consentis aux entreprises, des remises d'impôt aux plus fortunés... au nom de la compétitivité internationale. C'est une **logique budgétaire**.

Mais c'est aussi **l'imposition purement idéologique d'un unique modèle** : on a formé des cadres intermédiaires de la fonction publique sur le modèle des managers de France Télécom. C'est un mode de pouvoir qui change.

Aujourd'hui on est dans une phase où l'État se métamorphose en Entreprise : c'est le « Corporate State » (l'État entrepreneurial)

- actionnariat privé des entreprises
- techniques managériales
- langage du marketing, du management

il s'agit

- d'orienter les individus
- de les rendre dociles
- de les rendre moins résistants pour défendre leur statut
- de **casser l'ensemble des droits** qui permettent aux travailleurs de la fonction publique de maintenir une certaine dignité et leurs droits. En France, la fonction publique est le dernier rempart, y compris pour les travailleurs du privé. L'État veut casser ces droits et ce qui permet de les défendre. Il faut comprendre les transformations de l'État, pas seulement comme une grande logique économique, mais comme une transformation des rapports de pouvoir en faveur des directions, des technostructures (achetés, eux, à coup de primes pour mettre en œuvre ces réformes).

Originalité de l'Appel des appels

Ce n'est pas par hasard que beaucoup de « psys » participent à l'Appel des appels. Pendant longtemps l'univers psy n'était pas particulièrement mobilisé (années 80-90).

Ces logiques de pouvoir ont des effets subjectifs terrifiants :

- apparition de nouvelles pathologies
- désastres humains
- nombreux suicides

Tout le monde sent que **nous sommes amenés à faire, dans nos diverses professions, des choses qui nous répugnent** : mentir, tricher, faire des choses indignes, en contradiction avec l'éthique des métiers, leur sens social, moral et politique.

L'Appel des appels :

- c'est un **refus et l'ambition de coordonner les résistances** ; créer un point de ralliement où toutes les résistances pourront être présentes et s'appuyer les unes les autres.
- C'est un lieu qui vise à **faire réinterroger chacune des pratiques**, autour d'un point commun : les professions sont toutes engagées dans un **lieu de parole** différent de la logique destructrice du chiffre et de l'évaluation quantitative.

Échanges

C'est très intéressant de comparer les pratiques de ces nouvelles DRH et comment elles s'appliquent sur toutes les professions. Le coefficient au mérite a permis de laminer des gens dans les services, ce qui a fait exploser le collectif de travail en créant des hiérarchies internes. Écoutez téléphoniques, délation, contrôles policiers, on est sous Vichy ! (je suis A.S. dans l'Éducation nationale). Dictature absolument inhumaine, scandaleuse, L'emprise sur les gens est véhiculée dans des écoles de formation de cadres financées par vos impôts, et qui coûtent très cher... **Il faut être une forte force de dénonciation.**

- Je suis étudiant à Sciences PO. En master. Il s'agit de la formation des futurs cadres intermédiaires de la fonction publique. Sans souscrire à une théorie du complot, on constate que les professeurs sont déjà formatés ; s'y ajoute une logique de concours : on est là pour être dans le consensus de l'époque. On prépare les futurs cadres de l'administration, on ne remet pas en question la concurrence de toute l'économie ; donc les futurs cadres asservissent sans se poser de questions, de manière naturelle, ceux qui ont au-dessous d'eux.
- La DRH de France Télécom, qu'on a tellement formatée... est en dépression et aujourd'hui en mi-temps thérapeutique !
- Comment pouvons-nous résister à ça ? Au référendum sur La Poste, il y a eu 2 500 000 signatures et le statut passe quand même. Avec le système Sarko, de toute façon, ça passe. On n'est plus en démocratie, mais dans une oligarchie qui s'impose par n'importe quel moyen. Il faut que nous soyons **objecteurs de croissance** pour remettre en cause ce système mondialisé et lui résister ; **objecteurs de conscience**, et en plus **s'unir** devant ce danger énorme : la disparition de la démocratie – et devant lequel on est démuni actuellement.
- Florence Briolais, psychanalyste (Appel des appels depuis le début à Bordeaux) : une note positive : de plus en plus je reçois des managers, des DRH qui n'en peuvent plus. **Le symptôme : c'est ça qui est révolutionnaire finalement !** Il faut se regrouper, mais c'est un par un qu'il faut toucher le point d'indignation. L'ouvrage de Florence Aubenas [*Le Quai de Ouistreham*](#) est un témoignage remarquable. Ici nous sommes des professionnels de différents champs ; Florence Aubenas parle de tous **ceux qui sont hors champ**, confrontés à un insupportable, sans cette possibilité que nous avons chacun de se lever et, en son nom, de parler. Je voudrais que l'Appel des appels soit un peu plus attentif à ces hors champ.
- J'ai lu *L'Appel des appels* et j'y ai trouvé beaucoup de points passionnants. Le « nous » dont il y est question, je trouve que c'est un « nous » de personnes dans une situation sociale relativement confortable. Comment le lien pourrait-il se faire avec des gens plus sur le terrain, dans les difficultés. Entamer des pourparlers avec les syndicats ? ... C'est une question que je me pose.
- Aujourd'hui à l'Appel des appels, après la parution du livre, avez-vous reçu des pressions ou du soutien du monde politique ou syndical ?
- Il y a la responsabilité des intellectuels : on a besoin d'eux dans les médias.
- **Christian Laval** : on a suffisamment dit que les « intellectuels » restaient silencieux devant l'intolérable, pour ne pas se réjouir de les voir prendre position et s'impliquer. Quels liens

entre cette catégorie « les intellectuels » et les autres catégories sociales ? Comme sociologue, je sais qu'il y a des coupures, des séparations, extrêmement difficiles à franchir. Ce n'est pas évident. Il ne faut pas retomber dans cette illusion qu'on pourrait immédiatement toucher toute la population. **Il y a des médiations possibles.** L'Appel des appels doit tisser des liens avec des associations diverses, avec les grandes confédérations syndicales. C'est un de ses succès (qui n'a pas fait la Une des journaux) : les syndicats sont d'accord pour participer à l'initiative nationale de l'Appel des appels en automne prochain « le travail malade du management » ; nous avons servi de médiateur, une réunion prochaine est prévue pour mettre ça sur pied.

- On peut trouver en kiosque des publications comme « La décroissance », « Sarkophage » ! Ancien lecteur du Monde, je ne peux plus lire la rubrique économique du Monde...
- Il y a des solutions à trouver pour défendre ses droits, à commencer par exiger l'application des textes de lois : **l'État ne connaît pas les textes de lois. (!)**

Les résistances qui se mettent en place ou « comment la machine peut s'enrayer »...

Enseignants : **Agnès Peyridieu-Larguillier, Thierry Marrot, Agnès Dumand**

Parents d'élèves : **Isabelle Vidal**

Président de séance Jean-Paul Robert

Jean-Paul Robert :

En 2008, Xavier Darcos invente « l'aide personnalisée : une situation externalisée du temps de travail scolaire pendant lequel les élèves en difficulté qui ont été « repérés », « dépistés », « évalués », vont être reçus : on va « remédier » au sens d'apporter un remède : l'optique c'est l'entrée du médical dans l'éducatif.

Cette aide personnalisée prive la quasi-totalité des enfants scolarisés de 2 heures d'enseignement hebdomadaire.

Quelques mois après, Xavier Darcos donne une interview au Figaro : puisqu'il y a cette aide personnalisée, on va supprimer les réseaux d'aide, les **RASED**.

Les RASED, c'est une spécificité de l'Éducation nationale : l'aide des enfants en difficulté dans le cadre scolaire de la classe. La mobilisation a quelque peu limité les dégâts mais quand même 30 % du personnel des RASED ont été supprimés.

Il se crée une situation très bizarre avec le moment externalisé d'aide aux élèves. Chaque fois qu'un service public a été démantelé ça a commencé par une externalisation de quelques-unes de ses missions... Xavier Darcos disait : « je veux *Acadomia* pour tous » (*Acadomia* est une entreprise de soutien scolaire privé).

Des enseignants se sont insurgés.

Agnès Peyridieu-Larguillier – école élémentaire, Bordeaux :

À la rentrée 2008, on nous a demandé de faire 60 heures auprès des élèves en difficulté ; il fallait trouver un horaire : 2 heures par semaine (c'est-à-dire rallonger la journée pour les enfants). On l'a fait pendant 2 mois et puis on s'est réunis : on avait l'impression qu'on se croisait, qu'on ne se voyait plus, on n'avait plus de temps informels, plus de concertation. C'était assez troublant. Nous tentions d'aider des enfants affectés de difficultés scolaires très lourdes, pour lesquelles nous

n'étions pas formés (alors que les maîtres du RASED étaient formés).

Nous avons décidé d'arrêter : on a transformé ces heures en heures de concertation autour de la difficulté, on a fait venir des gens de l'extérieur, comme des orthophonistes... On en a fait part à notre hiérarchie.

On avait envie de s'opposer à ça :

- le lien entre nous qui n'existait presque plus ;
- la stigmatisation des élèves en difficulté ;
- le renoncement de certains de ces élèves en classe.

Cette année, deux collègues sont notés « 9 » : ça pourrait casser l'ambiance dans certaines écoles... Ce n'est pas innocent non plus.

Thierry Marrot – école élémentaire, Bordeaux :

Dans une école des gens qui travaillent ensemble ce n'est pas très fréquent.

On a le cas, actuellement, de fortes pressions sur des gens qui ont fait la même chose que nous dans d'autres régions : [Alain Refalo](#), [Bastien Cazals](#)... Pourquoi la hiérarchie ne réagit-elle pas partout de la même façon ?

À d'autres moments dans ma carrière, il a fallu changer radicalement notre comportement. Sauf que l'administration nous laissait beaucoup de temps. C'était assez souple. Depuis 2 ans, on assiste à une caporalisation de notre métier : on est tenus de rendre compte.

Pour l'instant, suite à notre action, silence radio de l'Inspecteur (pourtant pas très souple si on en croit sa réputation)... Nous n'avons pas médiatisé notre action à fond, nous sommes soutenus par nos syndicats, cela entre peut-être en ligne de compte ?

Agnès Dumand – enseignante spécialisée, Bordeaux :

On est sûrement dans cette idée de hiérarchie intermédiaire, mais quand même l'école c'est une grosse machine... La question des RASED n'est pas du tout réglée pour autant.

À l'école primaire, il manque l'échelon du directeur, ce qui fait que pour l'instant... on échappe. Toutes ces réformes du premier degré, si on arrive à freiner la machine, c'est sûrement grâce à ça. Par ailleurs dans le cas de recours auprès du Tribunal Administratif, c'est l'administration qui a chaque fois été sanctionnée.

Dans toutes ces mobilisations, il y a aussi **la place des parents**, qui est une part non négligeable de la résistance dans le système éducatif.

Isabelle Vidal – parent d'élèves, Bègles :

Je suis déléguée de parents d'élèves dans deux écoles (maternelle et élémentaire) à Bègles. Il y a un risque de perte d'une classe, ce qui a fait réagir les parents, ainsi que le grave problème de la mise à mort des RASED – c'est une gangrène de l'éducation nationale. « Grâce » à Sarkozy, on a vu un retour d'affection envers les enseignants (la course aux résultats chez les parents, c'est grave). Nous avons créé un [collectif citoyen béglais](#) et nous avons été soutenus par la mairie. L'année dernière nous avons mené des actions toutes les semaines.

Le RASED observait les enfants en maternelle : nous pouvions dépister les enfants en difficulté, les prendre en charge, c'était de la prévention. Des enfants ont été sauvés. Dorénavant ces enfants, ces familles, seront laissés à l'abandon. C'est gravissime, c'est l'avenir de notre société qui est en jeu. On a manifesté -même devant Carrefour- ; vous vous souvenez de la « nuit des écoles » sur le Pont de Pierre ? Il y avait des parents en colère, des enseignants, et des gens de tous horizons.

La FCPE nous a fait comprendre qu'ils n'étaient pas pour des « mouvements radicaux » ! Ça nous a fait un peu rire.

Que vont devenir les enfants ? Des veaux... Quand on voit comment évoluent les programmes scolaires ! Ils vont avoir en face d'eux des remplaçants, des retraités, des enseignants non formés, des vacataires.... Bonne nouvelle : en ce moment on parle des collèges et des lycées.

Dans vos réunions de famille arrêtez de dire « on ne parle pas de politique, de religion etc. ». Il est urgent de réagir à la mort annoncée de l'école maternelle : les enseignants de maternelle vont être basculés en primaire ; qu'en sera-t-il du droit des femmes à travailler, de la famille ? C'est une gangrène. Je vous encourage à parler entre vous : nos écoles, nos enfants, notre société, sont en danger.

Interventions dans la salle :

- Nous assistons à la marchandisation de la connaissance et du savoir.
- Les programmes de 2008 sont en rupture par rapport à une centaine d'années ! C'est aux programmes de 1923 qu'ils ressemblent le plus... Le mot « compétence » revient très fréquemment dans l'Éducation nationale, ainsi que l'expression « culture de l'évaluation ». Ça peut ne pas se faire : **tout de suite, ici et maintenant par une mise en commun de nos résistances.**
- J'enseigne dans une école à Bordeaux rive droite classée ZEP : il y a des situations familiales pénibles, mais ça permet aussi de faire ce lien avec des familles qui n'ont pas de livre à la maison – créer des passerelles : nous avons été très écoutés.

Isabelle Vidal :

Nous avons demandé à notre maire (Noël Mamère) de faire une rencontre avec des élus locaux : une conférence sur le désengagement de l'État par rapport au primaire. Comme la presse n'avait pas l'air de vouloir bouger, nous sommes allés à FR3 avec 3000 pétitions (pour 2000 élèves !) photocopiées et reproduites sur une banderole ; nous avons bloqué les grilles de FR3 pendant une heure et le soir nous avons vu la journaliste arriver en courant ! Il faut faire du trash pour que ça marche...

Appel de la [revue Cassandra Horschamp](#) : « **Impossible absence : Qui donnera l'alerte ?** »
Intervenant (et président de séance) : **Jean-Paul Rathier**

On y sent l'effet produit par l'Appel des appels dans la construction même du propos ; c'est un texte qui sort des revendications catégorielles habituelles.

Définition de la culture (Monique Gendrot) : le principal fondement de la communauté politique et celui du bien public.. L'OMC tente de la réduire à un échange : je vends, tu achètes... La culture se décline sur le mode du « nous extensible à l'infini des humains ». Elle est aujourd'hui en danger et requiert notre mobilisation.

L'absence actuelle de vrai débat public sur la place de l'art et de la culture dans notre société est un symptôme historique extrêmement inquiétant.

Elle annonce, pour la première fois depuis la Libération, le risque d'abandon d'une part fondamentale de l'histoire de notre pays.

Une part de notre histoire dont est issue la valeur accordée aux choses de l'esprit, à travers notre littérature, notre théâtre, les arts et leur circulation, dans la vision du monde que nous partageons et la place que nous avons su leur donner dans notre vie réelle. Cette absence fait planer la menace d'une défaite devant l'invasion délétère de l'esprit marchand imposée par ce que l'on nomme « globalisation ».

Les politiques qui refusent l'ordre néolibéral doivent le comprendre : non seulement la culture - au sens le plus large du mot -, est un enjeu fondamental de civilisation, mais c'est aussi pour eux un atout politique majeur.

Comme le dit le grand dramaturge Edward Bond, « que nous resterait-il aujourd'hui des Grecs s'ils ne nous avaient laissé une philosophie, un théâtre, une mythologie, des temples, des statues ? » Autrement dit un immense arrière-plan artistique et culturel créé à partir d'outils symboliques : une langue, des codes, des signes qui nous relient à une mémoire commune, à une volonté d'être ensemble et de rencontrer l'autre, de se frotter à l'inconnu, qui nous constituent en tant qu'êtres pensant, rêvant, imaginant, désirant, créant, construisant l'improbable avenir.

Ce sont ces outils qui nous permettent de nous penser, de nous ressentir, autrement qu'en tant que consommateurs ou marchands...

Notre histoire récente fut traversée de soubresauts où cette aspiration - ce désir collectif, parfois confus, souvent éclatant et vibrant - s'est manifestée. Des outils ont été construits avec le Conseil National de la Résistance. C'est ce que l'on appelle « le service public de la culture ». Il ne s'agit, en réalité, de rien d'autre que la manifestation concrète, politique, d'une volonté de donner à l'esprit sa vraie valeur dans la collectivité.

Ce service public, qui en France fut incarné par un ministère de la Culture, est en passe d'être démantelé.

Deux événements peu commentés, font figure de symptôme.

Au moment précis où plusieurs études alertent sur la désaffection de la lecture parmi les jeunes Français, la direction du Livre du Ministère a été supprimée l'automne dernier ; celles du théâtre, de la musique, de la danse et des arts plastiques ont depuis subi le même sort.

Dans le cadre d'une révision générale des politiques publiques qui veut tout soumettre, y compris l'inquantifiable, à la « rationalité économique », l'ensemble des directions artistiques sont réduites à une Direction générale de la création artistique, coincée entre une Direction des patrimoines et celle des médias et des industries culturelles.

On peut craindre que l'art ne soit plus la priorité de ce ministère...

La même rationalité économique a présidé aux débats du Forum d'Avignon : « économie et culture », présenté comme un « Davos de la culture ». Le symbole est fort. Au moment où la « crise » prouve l'inanité des dogmes néolibéraux qui dominent l'Europe, la culture devient l'ultime nappe phrénétique où puiser, au service d'intérêts qui lui sont totalement étrangers.

Quel crédit porter à une « économie créative » initiée par des dirigeants d'entreprises comme Nicolas Seydoux, Didier Lombard et Axel Ganz ? Que peut véhiculer une telle « culture », réduite et instrumentalisée par les impératifs d'une « économie de la connaissance ? »

Dans l'Europe néolibérale, un faisceau de signes innombrables converge vers la destruction de ce que nous appelons l'humain. Brutalité d'une main, propagande de l'autre, encouragement général à cesser de penser et échanger. Cet encerclement qui concerne tous les aspects de nos vies tend à faire de chacun un individu dénué de sens collectif. On peut s'inquiéter de ce qu'il adviendrait d'une civilisation déjà très altérée par un individualisme stérile, une fois amputée de ce qu'il lui reste de capacité à utiliser le symbole comme moyen d'échange et de construction d'une richesse culturelle commune.

À leur échelle, de nombreuses collectivités territoriales, avec des politiques qui prennent en compte différents niveaux de l'action artistique et culturelle et pallient les désengagements de l'État, tentent de résister à ce rouleau-compresseur. Comment pourront-elles agir demain, face à un gouvernement qui risque de les priver de toute marge de manœuvre en leur déniaient la compétence culturelle ?

*Il est temps de l'affirmer : nous avons ici des valeurs essentielles à défendre et à promouvoir. Ces valeurs, ne doivent pas, sous peine d'effacement, se soumettre à la tyrannie du chiffre. Voici un débat public qui mérite vraiment d'être ouvert !
27 janvier 2010.*

Échanges

- Aujourd'hui il y a un « encouragement à cesser de penser et d'échanger ».
Lire dans l'« Appel des appels » le très bel article de Marie-José Mondzain « Et ça va chercher dans les combien tout ça ? » (dixit Sarkozy après avoir visité une exposition d'œuvres de Picasso...)
- « La culture de l'évaluation » : c'est parce qu'il y a de plus en plus d'évaluation et de contrôle qu'il y a de moins en moins d'importance donnée à la pensée, à la culture. Ça tend à éloigner de tout ce qui pourrait être une pensée singulière. On nous compte et on compte sans nous. Il faut faire éclater quelque chose par rapport à la culture et à l'art.
- Le manifeste des 9 intellectuels antillais (Glissant, Chamoiseau, ...) « pour une société post-capitaliste » intégrait la poésie dans les « produits de haute nécessité ». Ce texte devrait nous servir de réflexion et de moteur d'action. Je rêve qu'il soit porté au théâtre ! L'Appel des appels pourrait-il le prendre en compte ?

- Comment faire (moi qui étais toute ma vie dans les écoles), pour que continue à vivre cette part culturelle très large (verbe et pratique) qui permet de rejoindre les enfants les plus en difficulté ? Je suis très inquiète en effet. Je crois qu'il faut qu'on vous aide spécialement à résister dans les écoles.
- Je remarque le lien entre résistance et créativité dans la résistance des enseignants : ils se parlent entre eux de l'autre qui leur est confié : ils font vraiment de l'aide personnalisée ! (risquée pour leur place dans leur hiérarchie). C'est intelligent et pertinent !
- Peut-être que le combat pour l'école serait justement qu'on donne ces moyens-là : 2 heures de concertation entre tous les acteurs de l'école. Il existe un hiatus entre le champ théorique de l'éducation et la manière dont on met les choses en place pour les enseignants. Les IUFM sont fichus dans leur structure actuelle. Les maîtres sont formés sur des bases uniquement « disciplinaires » alors que le travail autour de la transmission des savoirs ne s'improvise pas.
- Le but est de faire intégrer aux enfants les nouvelles normes de comportement. Les psychologues scolaires sont-ils touchés dans leur recrutement ?
- Oui et non, il n'y a pas de suppression de postes de psychologues scolaires ; mais une mise en péril des RASED dont ils étaient un des piliers (avec le maître d'adaptation et le rééducateur). Ce réseau va disparaître.
On veut un « retour sur investissement » : le RASED, effectivement, ça coûte cher, ce gouvernement n'est pas prêt y mettre le prix. L'art, la culture à l'école, on a à y travailler dans le cadre de nos résistances. C'est à remettre sur le tapis : quelles sont nos pratiques dans les classes ? Comment peuvent-elles s'inscrire dans les programmes ? Comment garder notre identité professionnelle ? Ça vaut le coup de risquer quelques malentendus et sanctions des l'administration....
- Ne jamais perdre de vue que nos acquis ont une valeur. Accepter des changements sans les perdre.
Ces fameuses 2 heures ont pu être utilisées de manière créative, mais elles ont été l'objet d'un tour de passe-passe : une heure a été enlevée sur les deux. Surtout, cette réforme a supprimé deux heures d'enseignement, ce qu'on ne nous a pas dit. C'est scandaleux. On ne peut pas, au nom du « changement nécessaire », faire des tours de passe-passe. On peut continuer à s'accrocher à ce qui a été gagné : le droit qu'ont les enfants à 26 heures d'enseignement par semaine.
- Dans votre livre, M. Christian Laval, sur le « néolibéralisme », vous dénoncez une sorte d'infiltration des valeurs économiques des logiques marchandes dans tous les rouages de la pensée. Je suis très inquiète de constater qu'on a un avènement insidieux d'une société en « low coast » qui laisse penser que tout est trop cher (parce qu'on va réduire les marges de production) : tout ce qui est réduit, c'est le prix du travail des personnes qui sont derrière !
Lu dans un journal « on va former très efficacement les enfants »...
Comment pouvons-nous agir à ce niveau-là aussi ? Il faudrait entrer dans les maisons, auprès des personnes, discuter de ce que vaut réellement une société qui donne de la valeur au travail.
- Je m'occupe d'une petite compagnie de théâtre sur Bordeaux. Depuis quelque temps les collectivités territoriales diminuent leurs subventions ; il va falloir trouver des solutions pour

pouvoir continuer. Nous avons la chance d'intervenir souvent dans les écoles, à l'initiative de profs qui ont la foi chevillée au corps et qui doivent monter eux-mêmes les dossiers complexes de demandes de subventions. Nous avons été récemment invités au Grand Théâtre, avec d'autres artistes pour... être initiés au mécénat d'entreprise ! On se retrouve un peu dans la position des comédiens du XVII^e siècle à qui on interdisait de parler... ils ont inventé le mime.

- Les RASED étaient surtout sur les secteurs très défavorisés, où sont les enfants qui potentiellement pouvaient en bénéficier. On a donc touché en priorité les plus fragiles, souvent issus de l'immigration, dont les parents n'osent pas protester. Je voudrais parler de collaboration. **Il faut se demander « est-ce que je collabore ou pas ? » et amener les gens à faire de la résistance.**